

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

Saint-Étienne, le 27/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)

7 rue Adrienne Bolland

ZAC de l'Orme les Sources - BP 1

42160 Andrézieux-Bouthéon

Référence : UID4243-EAR-024-478

Code AIOT : 0010500150

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2024 dans l'établissement ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT) implanté 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon. L'inspection a été annoncée le 19/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a pris connaissance par voie de presse (édition du 12.11.2024) de la liquidation de la société ANDERTON CASTINGS le 09.10.2024.

Une prise de contact préalable à la visite d'inspection avec l'ancien responsable HQSE a permis :

- de prendre connaissance du contexte de cessation et des circonstances d'exploitation au moment de l'arrêt définitif des activités ;
- d'envisager la programmation avec les bons interlocuteurs d'une visite sur site au titre d'une cessation d'activité encadrée par le code de l'environnement.

Par courriel du 13.11.2024, l'inspection a rappelé au mandataire judiciaire l'obligation de notification préalable de 3 mois prévue au I. de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement ; aux dires du mandataire, le relai de cette disposition a été réalisé auprès des liquidateurs judiciaires en suite de cet échange.

Pour rappel, lorsqu'il met fin à son activité, l'exploitant d'une ICPE se doit de réaliser différentes opérations visant à garantir que son site ne présente plus d'inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement. Ces opérations sont décrites à l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement (CE). Il s'agit :

- de la mise à l'arrêt définitif de l'installation ;
- de la mise en sécurité de l'installation ;
- de la détermination de l'usage futur du site ;
- de la réhabilitation, qui consiste à rendre les terrains compatibles avec l'usage prédéterminé, comme le définit l'article L. 556-1 A.

La Loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020, dite "Loi ASAP", a modifié les articles législatifs du code de l'environnement relatifs à la fin d'activité des ICPE. S'inspirant du dispositif introduit par la loi ALUR, elle impose à l'exploitant le recours à une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués afin d'attester de la bonne réalisation des différentes étapes de la cessation d'activité.

Il s'agit pour les sites soumis à autorisation (article L. 512-6-1 CE) et enregistrement (article L. 512-7-6 CE) d'attester de la mise en œuvre des mesures de mise en sécurité, de l'adéquation du mémoire de réhabilitation puis de la conformité des travaux de réhabilitation.

Les dispositions de la Loi ASAP susmentionnées, ainsi que celles du Décret et de l'arrêté ministériel qui en découlent, sont applicables pour les cessations notifiées à compter du 1er juin 2022.

La présente visite d'inspection consiste en un ensemble de points de contrôle relatifs à la mise en sécurité du site tirés des dispositions de l'article R. 512-75-1 CE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANDERTON CASTING SAS (ex C2FT)
- 7 rue Adrienne Bolland ZAC de l'Orme les Sources - BP 1 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0010500150
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site a été une fonderie d'aluminium de travail en conception et réalisation de pièces pour les véhicules automobiles, en particulier hybrides et électriques. Le process se déroulait comme suit : fusion / fonte / refroidissement / traitement thermique / usinage. La fonderie a exploité deux technologies différentes (coquilleuses en carroussel et basse pression pneumatique). Un agrandissement était initialement prévu au nord des bâtiments existants pour accueillir des investissements en travail mécanique des métaux mais n'a pas été mis en œuvre.

Contexte de l'inspection :

- Cessation définitive et totale d'activité – mise en sécurité

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification de cessation et ATTES SECUR	Code de l'environnement, article R. 512-39-1	Mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Définition de la cessation d'activité ICPE	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.I	Mise en demeure	3 mois
3	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.1°	Mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.4°	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.2°	Sans objet
5	Obligations liées à la mise en sécurité	Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.3°	Sans objet
7	Poursuite de la procédure de cessation d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-39-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site actuellement à l'arrêt présente un état général n'impliquant pas l'application de mesures d'urgences. La surveillance par une société spécialisée a été organisée depuis la cessation et renforcée à compter du jour de l'inspection afin de ne pas voir réitérées d'intrusions, la vente aux enchères étant fixée au 21.01.2025. Des déchets et produits chimiques demandent à être évacués.

Une mise en demeure au responsable des suites de la cessation d'activité (SELARL BERTHELOT et associés) est proposée au titre de la mise en sécurité concernant : l'évacuation de déchets sous 1 mois, d'une part, et, sous 3 mois, d'autre part, la finalisation de la mise en sécurité comprenant la surveillance des effets du site, accompagnée de la production de son attestation (ATTES-SECUR),

Enfin, l'inspection devra recevoir dans le délai réglementaire de 6 mois le mémoire de réhabilitation

accompagné de son attestation (ATTES -MEMOIRE).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification de cessation et ATTES SECUR

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-1
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p>
Constats : <p>Par courrier du 25 novembre 2024 à monsieur le préfet de la Loire notifiant la cessation, le mandataire judiciaire indique que :</p> <p><i>« par jugement du 19 avril 2024, le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne a placé la SAS ANDERTON CASTINGS en redressement judiciaire, désignant Maître Eric Etienne-Martin en qualité d'Administrateur Judiciaire.</i></p> <p><i>Suivant jugement du 9 octobre 2024, le Tribunal de Commerce de Saint-Etienne a prononcé la conversion du Redressement Judiciaire en Liquidation Judiciaire avec maintien d'activité jusqu'au 11 octobre, et m'a désigné en qualité de Liquidateur.</i></p> <p><i>La Liquidation Judiciaire impliquant un arrêt définitif d'activité, je vous confirme par la présente la cessation totale d'activité le 11 octobre 2024 de l'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation à l'adresse suivante : 1388 Rue Adrienne Bolland, 42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON. »</i></p> <p>- En termes de mesures prises/prévues et de calendrier de mise en sécurité, le liquidateur judiciaire précise par ailleurs « avoir sollicité un devis auprès de la société CORAVAL pour être accompagné afin de réaliser les opérations de mise en sécurité. Je ferai part de l'avancement des études et des travaux de mise en sécurité lors d'une visite d'inspection de la DREAL d'ores et déjà planifiée sur le site le 13 décembre prochain » .</p> <p>Depuis ce courrier le liquidateur a indiqué que la société CORAVAL a été désignée par Monsieur le juge-commissaire.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'attestation de mise en sécurité (ATTES SECUR) demande à être produite dès que la mise en sécurité sera effective (cf point de contrôle suivant).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois
N° 2 : Définition de la cessation d'activité ICPE
Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1° La mise à l'arrêt définitif ; 2° La mise en sécurité ; 3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ; 4° La réhabilitation ou remise en état. <p>[..]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est exempt de toute activité et de tout personnel d'exploitation. Les moyens de productions sont restés sur place en l'état, sans dégradation apparente (notamment, pas de produits ou cuves répandus au sol à l'intérieur ou à l'extérieur).</p> <p>Il ne présente pas de cours d'eau à proximité.</p> <p>Les habitations les plus proches sont localisées au niveau du hameau des Grange à une distance de 500 m du site ; elles sont situées sur la commune de Veauche.</p> <p>Localisée en zone industrielle, les tiers les plus proches de l'exploitation sont : la société Contitech en limite de propriété Sud, la société Euclide industrie Moreton-Avyac Machines en limite de propriété Ouest, la société Cadeaux Maestro en limite de propriété Nord, la société Papeteries Pichon coté Est.</p> <p>La mise en sécurité du site n'est pas finalisée et la réhabilitation ou remise en état n'ont pas été engagées (cf. points de contrôles suivants).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Les suites réglementaires des alinéas 2 et 4 de l'article R. 512-75-1.I du code de l'environnement, relatifs à la mise en sécurité et à la réhabilitation du site, doivent être poursuivies ou engagées,

respectivement, et menées à leur terme.
L'étape de mise en sécurité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.1°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Des produits chimiques présentant des phrases de danger sont présents de manière éparse sur le site. Tous ne présentent pas de stockage sur rétention. Un auvent accessible depuis l'extérieur comprend une part importante de la quantité totale de produits chimiques du site.</p> <p>La Société CORAVAL indique compléter son inventaire de localisation des produits présents sur site.</p> <p>Par ailleurs, sont constatés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence de 3 cuves aériennes (10+10+15 m³) non vidées sous l'auvent, à l'Ouest ; leur contenu attendu est un mélange eau / huiles ; - une fosse enterrée de 6 m³ à l'angle Sud-Est du bâtiment non vidée ; son contenu attendu est un mélange eau / huiles ; - un bain de ressuage en charge ; - l'absence de purge des machines de leurs fluides ; - le bassin de la tour aéroréfrigérante rempli ainsi que ses tuyauteries ; - des bidons et contenants vides de produits chimiques ; - la présence de produits chimiques liquides sous rétention ou non ; - la présence de produits solides (consommables non utilisés) ; - la présence sur aire étanche à l'extérieur, de déchets en mélange (DIB, DND ou non) dont le volume proviendrait d'un délaissé par le prestataire de benne initialement remplie, à dire de mandataire ; - un séparateur à hydrocarbures près de l'accès du site dont la date de dernier entretien n'est pas rapportée.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'évacuation du site de ses produits chimiques et de ses déchets doit être réalisée sous 1 mois</p>

dans des conditions d'enlèvement ne présentant pas de dommage pour l'environnement (notamment en cas de revente) et selon les filières agréées de prise en charge (suivi et consignation par "trackdéchets").
L'inspection souligne l'intérêt d'une réalisation sous ce délai court afin d'assurer de bonnes conditions d'accueil du public acheteur lors de la vente aux enchères sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.2°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 2° Des interdictions ou limitations d'accès ;
Constats : Le site est clôturé ; un point faible d'accès est identifié, non couvert par une surveillance vidéo (nord Est ; accès par RD par-dessus le merlon présent) Le gardiennage du site étant déjà assuré (4 rondes par 24h), il est cependant prévu à compter du jour de l'inspection, et en prévision de la vente aux enchères du 21.01.2025, de réaliser son renforcement : mise en place d'un gardiennage de nuit de 19h à 7H et les WE. Des dégradations suite à intrusion sont effectivement constatées dans les locaux à usage de bureaux ; la partie production ne présente pas de signe visible de détérioration.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La présence d'équipements et installations, de matériaux bruts ou de produits demi-finis étant conséquente, et rappelant la présence de produits chimiques sur le site (cf. constat précédent sur leurs conditions de stockage et la sensibilité de leur localisation), le gardiennage du site est effectivement à renforcer, voire complété en fonction des intrusions constatées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.3°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la

cessation d'activité, les mesures suivantes : 3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
Constats : À dire de mandataire et du bureau d'étude, et suite aux constats réalisés : <ul style="list-style-type: none"> • l'alimentation en gaz a été coupée ; • l'alimentation électrique des installations et équipements de production est arrêtée. Seuls l'alimentation de la partie administrative et l'éclairage de la partie production sont assurés ; il est indiqué l'absence de pompe pour rabattement de nappe d'eau souterraine ; le système de protection incendie n'est plus opérationnel ; la vidéosurveillance et ses alarmes est fonctionnelle mais cependant inefficace (système configuré en situation de production) ; • le site ne dispose pas de transformateur avec diélectrique au PCB.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Obligations liées à la mise en sécurité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-75-1.IV.4°
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en sécurité
Prescription contrôlée : IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes : 4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.
Constats : Le bureau d'étude CORAVAL, désigné par le juge commissaire, indique avoir commencé la rédaction du dossier de cessation : l'étude historique et documentaire est initiée : des investigations sont prévues sur le compartiment « eaux souterraines ». <p>CORAVAL est en cours de questionnements sur la création de piézomètres et, dans le même temps à l'occasion de leurs travaux, sur l'analyse des sols.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le rapport final présenté à l'inspection devra comprendre un bilan sur les compartiments sols, gaz des sols et eaux souterraines permettant de conclure sur l'état des milieux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Poursuite de la procédure de cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-39-3
Thème(s) : Situation administrative, Réhabilitation (mémoire et ATTES)
Prescription contrôlée : <p>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet, dans les six mois qui suivent l'arrêt définitif, un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu du ou des usages prévus pour les terrains concernés. Toutefois, ce délai peut être prolongé par le préfet pour tenir compte des circonstances particulières liées à la situation des installations concernées.</p> <p>Le mémoire comporte notamment un diagnostic tel que défini à l'article R. 556-2. Dans le cas où les opérations mentionnées au 1° du IV de l'article R. 512-75-1 sont finalisées après ce diagnostic, celui-ci est actualisé pour prendre en compte les terrains libérés à l'issue de ces opérations. En fonction des conclusions de ce diagnostic, ce mémoire comporte également :</p> <p>1° Les objectifs de réhabilitation ;</p> <p>2° Un plan de gestion comportant :</p> <p>a) Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site ; b) Les travaux à réaliser pour mettre en œuvre les mesures de gestion et le calendrier prévisionnel associé, ainsi que les dispositions prises pour assurer la surveillance et la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, durant les travaux ; c) En tant que de besoin, les dispositions prévues à l'issue des travaux pour assurer la surveillance des milieux, la conservation de la mémoire et les éventuelles restrictions d'usages limitant ou interdisant certains aménagements ou constructions, ou certaines utilisations de milieux.</p> <p>[...] .Les mesures de gestion de la pollution des différents milieux impactés sur le site et, le cas échéant, hors du site, comprennent au moins le traitement des sources de pollution et la suppression des pollutions concentrées lorsque les résultats du diagnostic réalisé dans le cadre du mémoire de réhabilitation concluent à leur présence. Ces mesures de gestion sont proposées par l'exploitant. Elles sont fondées sur un bilan des coûts et des avantages prenant en compte l'efficacité des techniques disponibles, l'impact environnemental global et le coût qui doit rester économiquement acceptable. Elles doivent permettre d'atteindre un état des milieux réhabilités compatible avec les usages déterminés pour les terrains concernés par l'installation mise à l'arrêt ou, le cas échéant, les usages constatés à l'extérieur du site.</p> <p>[...]</p> <p>Le mémoire de réhabilitation est accompagné, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site afin d'assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, en tenant compte des usages futurs et, le cas échéant, pour les installations relevant de l'article L. 181-28, des opérations prescrites par l'autorisation et réalisées en cours d'activité. Elle est établie par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs, notamment les exigences attendues pour justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de</p>

l'environnement. L'entreprise chargée de fournir l'attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, prévue au précédent alinéa, peut être la même que celle qui a réalisé le mémoire de réhabilitation. Dans le cas où l'attestation indique que l'installation est à l'origine d'une pollution des milieux et que l'exposition des populations sur le site ou à proximité de celui-ci ne peut être exclue, l'exploitant transmet une copie du mémoire de réhabilitation, accompagné de son attestation, à l'agence régionale de santé concernée et en informe le préfet. L'agence régionale de santé fait part au préfet de ses observations dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de l'attestation.

Constats :

Le bureau d'étude CORAVAL, désigné par le juge commissaire, indique avoir commencé la rédaction du dossier de cessation : l'étude historique et documentaire est initiée : des investigations sont prévues sur le compartiment « eaux souterraines ».

CORAVAL est en cours de questionnements sur la création de piézomètre et, dans le même temps à l'occasion de leur création, sur l'analyse des sols.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection rappelle le délai de 6 mois prescrit par l'article R. 512-39-3 I. pour la production d'un mémoire de réhabilitation accompagné de son attestation.

Type de suites proposées : Sans suite